

Accès aux services publics-les chiffres choc du HCP

L'enquête sur la perception de la qualité de vie des Marocains menée par le HCP en 2012 montre une réalité sombre de la société marocaine: les individus ne souffrent pas de la mauvaise qualité des services publics, mais plutôt de leur absence.

Les inégalités de ressources ne se comptent pas qu'en termes de revenus et de patrimoine. Une inégalité saisissante au Maroc demeure dans la disponibilité des services publics. Que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la santé, des installations liées à l'habitat, ou des loisirs, l'accessibilité aux équipements primaires n'est pas générale et demeure conditionnée à un certain niveau de revenus ou de localisation géographique.

Cette disparité tend à amplifier et à reproduire les inégalités socio-économiques. L'enquête des ménages sur la perception du vécu quotidien des Marocains, menée par le HCP, vient le rappeler. Interrogés sur les sources de pénibilité de leur quotidien, une proportion non négligeable des sondés disent ne pas avoir accès à un ensemble de services de base. Cette proportion devient majorité au sein du groupe rural.

Ainsi 49% des sondés dans le monde rural, n'ont pas accès au service de l'eau. 65% de ceux-ci déclarent ne pas avoir accès à un établissement d'enseignement secondaire. D'autres services élémentaires au développement et au bien-être des individus -des activités culturelles et sportives - ne sont accessibles qu'à une classe de «happy few»: 91% de la population n'ont pas accès aux théâtres et cinémas, 81% sont privés de bibliothèques et musées, 71% de clubs sportifs, terrains de jeu et piscine.

Habitat: près d'un marocain sur quatre n'a pas accès aux services de l'eau

Dans l'enquête sur le bien-être mené par le HCP en 2012 et dont les résultats ont été publiés mercredi, les Marocains identifient le logement comme première cause de préoccupation. Et pour cause, nombre d'entre eux ne disposent pas d'un ensemble de services de base permettant d'assurer la salubrité des lieux, tout particulièrement dans le monde rural. 53,4% des sondés se déclarent insatisfaits de la qualité de leur logement (vétusté, salubrité, humidité).

Santé: un Marocain sur deux trop éloigné des services de santé

La santé n'est pas un service de luxe, et pourtant grand nombre de Marocains y échappent, faute d'accessibilité. En cause: la distance, l'encombrement et le prix de ces services. L'absence des services de santé est un problème commun aux urbains et aux ruraux. La privatisation des services de santé renforce leur accès élitiste: si les cliniques sont présentes un peu partout en ville, leur entrée n'est pas accessible aux portefeuilles de tout citoyen.

Education: un Marocain sur quatre estime les classes surchargées

Le Maroc a fait des progrès importants en 10 ans en termes de scolarisation dans le sillage des Objectifs Millénaires du Développement. Il demeure que les Marocains perçoivent les établissements scolaires d'accès limité ou inaccessibles.

Les enquêtes du HCP sur l'atteinte des OMD avaient montré que 95% des enfants d'une classe d'âge n'étaient pas scolarisés dans le pré-primaire.

Un collectif d'associations (Anfass Démocratiques, Bayti, Global Initiative for Economic, Social and Civic Rights) a publié en fin d'année 2014 un important rapport qui mettait en exergue le creusement des disparités scolaires provoqué par la privatisation grandissante de l'enseignement au Maroc.

L'école publique marocaine ne répond pas à l'objectif d'une éducation de qualité pour tous. La volonté affichée du gouvernement de développer les PPP en matière scolaire est perçue comme une menace pour la généralisation de l'enseignement.

Activités culturelles et loisirs: 1 Marocain sur 10 a accès au cinéma

Les loisirs culturels et sportifs ne sont sans doute pas la priorité des politiques de développement. Pourtant, il est frappant d'observer que d'importants projets culturels voient le jour au Maroc, et que chaque grande ville du Royaume brille et vibre lors de l'organisation de festivals.

Pourtant ces produits culturels ne sont pas accessibles à l'immense majorité des Marocains. Cette indisponibilité ne concerne pas que le monde rural. Les citoyens dans leur majorité déclarent ne pas avoir accès à un ensemble de services culturels et sportifs.